



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_013-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le six février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 31 janvier 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Étaient présents : 29

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Damien GUILLARD, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aline MARECHAL, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD


Excusés ayant donné pouvoir : 4

Christel BOUBERT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 6 février 2023

Envoyé en préfecture le 10/02/2023
Reçu en préfecture le 10/02/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_013-DE

M_DL230206_013

CONSEIL MUNICIPAL - INFORMATION N°2 MARCHES PUBLICS - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES

M. Jérôme DUBOST, Maire – Par délibération n° 2021.05/79 en date du 31 mai 2021, vous m'avez autorisé à :

- signer avec la Ville du Havre, la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole, la Ville de Sainte Adresse et le CCAS de Montivilliers, la convention constitutive du groupement de commandes pour la conclusion des accords-cadres à bons de commande d'acquisition de matériels électriques ;
- signer les accords-cadres à bons de commande avec les fournisseurs qui seront désignés à l'issue de la procédure de consultation publique des entreprises ;

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122-21-1

VU le code de la commande publique

VU la délibération n° 2021.05/79 du conseil municipal du 31 mai 2021 relative à l'autorisation donnée au Maire de signer la convention de groupement de commandes et les accords-cadres à bons de commande relatifs à l'acquisition de matériels électriques

VU le procès-verbal de la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement

CONSIDÉRANT

La décision de la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement d'attribuer les accords-cadres à bons de commandes à la société suivante :

lot n°1 : Électricité générale

SONEPAR FRANCE DISTRIBUTION – 18-20 Quai du Point du Jour – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT pour un montant maximum annuel HT de 34.000 euros HT

Lot n°2 : Câbles et fils électriques

SONEPAR FRANCE DISTRIBUTION – 18-20 Quai du Point du Jour – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT pour un montant maximum annuel HT de 25.000 euros HT

Les accords-cadres à bons de commande sont conclus pour une durée d'un an, à compter du 28 novembre 2022 (date de notification), pour une période d'un an, renouvelable trois fois, par tacite reconduction.

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

Imputation budgétaire

Exercice pluriannuel – maximum 4 ans

Budget principal de la Ville :

Sous-fonction et rubrique : Toutes fonctions selon les besoins

Nature et intitulé : 615221 entretien et réparation de bâtiments publics

Sous-fonction et rubrique : 71 : parc privé de la Ville

Nature et intitulé : 615228 entretien et réparation autres bâtiments

Montant de la dépense :

Lot 1 : maxi annuel HT : 34.000 euros

Lot 2 : maxi annuel HT : 25.000 euros

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.